

Revue de presse 2022-2023



N°42

18 septembre au 02 octobre 2023



Rédacteurs : Carla Crambert, Côme Fradelin, Emilie Krezdorn, Josué Nuss-Schildknecht

Cliquez sur le  pour accéder aux articles de presse.




Les articles sont développés dans les pages suivantes.

Les titres de la presse

International

-  1. "Très préoccupant" : La Russie et la Corée du Nord en discussions pour des échanges d'armement selon la DIA
-  2. Niger : Emmanuel Macron annonce le retour en France de l'ambassadeur et des militaires français

Guerre en Ukraine

-  3. Le Quartier-Général de la flotte russe de la mer Noire touché par un missile de croisière
-  4. Zelensky dit que le Conseil de sécurité de l'ONU est inutile tant que la Russie a un droit de veto
-  5. La guerre en Ukraine s'étend : Zelensky vise Wagner en Afrique en ouvrant un front au Soudan

Diplomatie

-  6. La France et la Moldavie négocient un accord de défense

Défense

-  7. Les ministres français et allemand de la Défense soutiennent les futurs efforts en matière de chars

1. "Très préoccupant" : La Russie et la Corée du Nord en discussions pour des échanges d'armement selon la DIA

L'agence du renseignement de la Défense (Defense Intelligence Agency, ou DIA) américaine signale que les discussions entre Vladimir Poutine et Kim Jong-un pourraient avoir porté sur la livraison d'armes par le dictateur coréen à son allié. La DIA avait déjà alerté le gouvernement fédéral sur l'utilisation d'armes iraniennes par l'armée russe en Ukraine, notamment les drones kamikazes également appelés munitions rôdeuses. L'agence de renseignement ne dispose pas encore des preuves suffisantes pour attester de la nature des pourparlers russo-coréens, mais à l'instar des autres organismes gouvernementaux américains comme la Maison Blanche ou le Conseil de sécurité national, tous affirment que la Russie cherche à se procurer des armes auprès de la République populaire démocratique de Corée. Le Kremlin a quant à lui expliqué que les discussions portaient en partie sur la coopération scientifique, notamment en matière satellitaire.

La vice-présidente de la DIA a également profité de cette annonce pour faire valoir les intérêts de son agence en affirmant que la DIA "n'a pas les moyens de faire au mieux" et que \$500 millions de dollars ne seraient pas de trop pour le budget du service de renseignement. Pour rappel, le budget total du renseignement national américain, toutes agences confondues, est de \$72.4 milliards de dollars en 2024, d'après les données publiées par le Bureau de la Direction du renseignement national (ODNI).

2. Niger : Emmanuel Macron annonce le retour en France de l'ambassadeur et des militaires français

Lors d'un entretien télévisé, le président de la République a annoncé le retour de Sylvain Itté, l'ambassadeur de la France à Niamey, ainsi que du retrait des troupes françaises, deux mois après le coup d'Etat au Niger. Les 1500 militaires français, positionnés dans trois bases militaires au Niger à Niamey, Ouallam et à Ayorou, près de la frontière avec le Mali, seront tous rapatriés d'ici la fin de l'année 2023. La junte militaire nigérienne a quant à elle salué le départ des troupes françaises comme une "nouvelle étape vers la souveraineté du Niger (...) C'est un moment historique qui témoigne de la détermination et de la volonté du peuple nigérien". L'échec de l'ultimatum posé par la Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui avait menacé la junte d'une possible répression par les forces armées et l'absence de soutien aux forces françaises avait déjà fragilisé le maintien de la position française. De plus, l'encercllement de l'ambassade, l'accroissement du discours et des manifestations anti-françaises et la difficulté d'acheminement des ressources en eau et en nourriture auprès de l'ambassade et des bases militaires auront eu raison de la détermination française. Le Président a d'ailleurs annoncé la fin de la coopération militaire franco-nigérienne. Seulement 1000 militaires français environ devraient rester au Sahel à la suite du départ des troupes en opération au Niger, principalement au Tchad.

3. Le Quartier-Général de la flotte russe de la mer Noire touché par un missile de croisière

Le Quartier-Général de la flotte de la mer Noire russe a été frappée par une nouvelle attaque de missile le 22 septembre 2023. Cette nouvelle attaque de missiles ukrainiens survient 9 jours seulement après le bombardement du chantier naval de la ville Sébastopol en Crimée, ville dans laquelle est situé le Quartier-Général russe. A noter que la base navale était autrefois partagée de 1992 à 2014 entre l'Ukraine (environ 20% de la flotte) et la Russie. Vraisemblablement touchée par des missiles de fabrication franco-britannique Storm Shadow, également appelés SCALP-EG de l'armateur MBDA, le bombardement a provoqué des incendies au sein de la ville. De plus, les services spéciaux Ukrainiens affirment avoir tué le commandant de la flotte lors de ce bombardement, ainsi que de nombreux officiers de la Marine russe. La base navale est un objectif de premier plan pour l'armée ukrainienne, non seulement parce qu'elle constitue un verrou stratégique dans le contrôle russe de la mer Noire, mais également parce que la base abrite en son sein des navires de guerre ainsi que des sous-marins, et coordonne des brigades d'infanterie, d'artillerie et des bases aériennes.

4. Zelensky dit que le Conseil de sécurité de l'ONU est inutile tant que la Russie a un droit de veto

Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky s'est exprimé devant le conseil de sécurité de l'ONU, le mercredi 20 septembre 2023, sur le pouvoir de veto détenu par la Russie au sein de l'organisme.

Le président ukrainien, au-delà de dénoncer l'inaction du Conseil de sécurité en indiquant que « les soldats Ukrainiens font avec leur sang ce que le Conseil de sécurité des nations unies devrait faire avec leur vote », a ajouté son nom à la liste des pays souhaitant une révision de la structure ainsi que du système de veto au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies.

En effet, les 5 membres permanents (Etats Unis, Russie, Chine, France et Royaume Uni) ont un pouvoir de veto qui empêche les actions auxquelles ils s'opposent d'avoir une chance de voir le jour. Le président Ukrainien a préconisé de changer les règles de l'ONU, en autorisant l'assemblée générale composée de tous les Etats membres, d'outrepasser un veto du Conseil de sécurité par un vote à la majorité des deux tiers.

Selon Richard Gowan, directeur du groupe de crises internationales des Nations Unies, le président Zelensky essaye de faire de la guerre en Ukraine une cause globale, mais admet que ce n'est pas le premier dirigeant politique à critiquer le système de veto de l'ONU. Gowan a reconnu que beaucoup de membres de l'ONU jugent que le Conseil de sécurité a besoin d'être réformé, mais qu'une telle réforme verrait beaucoup d'obstacles se lever sur sa route.

5. La guerre en Ukraine s'étend : Zelensky vise Wagner en Afrique en ouvrant un front au Soudan

La guerre en Ukraine prouve une fois de plus que ses conséquences dépassent le seul front russo-ukrainien. En effet, Volodymyr Zelensky a rencontré le général soudanais Al-Bourhane le 23 septembre, alors que celui-ci est aux prises dans une guerre civile avec le général Dogolo, aussi surnommé « Hemeti », soutenu par les combattants du groupe Wagner. Selon CNN, l'Ukraine aurait ainsi été impliquée dans une attaque de drone à proximité de la capitale soudanaise Khartoum.

La diplomatie ukrainienne renforce également son engagement contre l'influence russe en s'engageant sur le terrain de la sécurité alimentaire africaine. Dans le cadre de la « diplomatie des céréales », Zelensky a déclaré dans son discours à l'Assemblée générale des Nations Unies son ambition de mettre en place des « plateformes céréalières » pour pallier le retrait russe des accords d'exportations de céréales le 17 juillet.

De l'autre côté, la Russie a remis en place ses relations auprès de la Libye, notamment par l'intermédiaire d'une rencontre entre Poutine et le général Haftar le 28 septembre. Aussi, il est possible de penser que le continent africain, de par les efforts diplomatiques déployés par les deux pays en guerre depuis le 24 février 2022, est à surveiller de près dans l'évolution du conflit.

6. La France et la Moldavie négocient un accord de défense

Suite à la proclamation de son indépendance à l'égard de l'Union soviétique en 1991, la Moldavie s'est vu contrainte, afin de garantir la neutralité de la Russie sur la question de la Transnistrie, d'accorder une grande autonomie à la République moldave du Dniestr, d'une part ; de renoncer à tout rapprochement avec la Roumanie, d'autre part. Si la République moldave du Dniestr ou Transnistrie a proclamé son indépendance depuis plus de trente ans, elle n'est pas reconnue par le droit international. En parallèle, la Moldavie s'est rapprochée de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) mais aussi de l'Union européenne, si bien qu'elle a obtenu le statut de candidat à l'adhésion en juin 2022. Cela a alimenté les tensions avec Moscou qui, depuis le début de la guerre en Ukraine, fait pression sur le gouvernement moldave en survolant son territoire aérien par des missiles dirigés vers l'Ukraine et en agitant la menace d'une intervention militaire. En effet, le contrôle du sud de l'Ukraine est un enjeu stratégique pour la Russie, puisqu'il permettrait d'avoir un accès privilégié à la partie russophone de la Moldavie.

Toutefois, la Moldavie n'a pas les moyens militaires de se défendre. Si l'UE et le Royaume-Uni ont apporté leur soutien au pays, la France s'est positionnée en tant qu'allié actif. Le 25 septembre dernier, le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, s'est rendu à Chişinău où il a rencontré son homologue moldave, Anatolie Nosafii. Ils ont signé une lettre d'intention afin de « renforcer notre coopération de défense et assister la Moldavie dans la modernisation de son outil militaire », comme l'a déclaré Sébastien Lecornu. Cette lettre d'intention a également été l'occasion d'annoncer l'acquisition par la Moldavie d'un radar de surveillance aérienne GM200 auprès de Thales. Le groupe d'électronique français spécialisé dans le domaine aérospatial a expliqué que le radar « permet de détecter et de poursuivre simultanément des objectifs évoluant de basse à très haute altitude, dans tous les types d'environnement ». La Moldavie devra néanmoins moderniser ses forces militaires aériennes, composées à 90 % d'équipements militaires de conception soviétique, pour défendre efficacement la sécurité de son espace aérien, et non pas seulement « renforcer la sécurité du ciel moldave », comme l'a expliqué le ministre français.

7. Les ministres français et allemand de la Défense soutiennent les futurs efforts en matière de chars

Lors d'une conférence de presse le jeudi 21 septembre dernier sur la base aérienne d'Évreux, les ministres français et allemand de la Défense, respectivement Sébastien Lecornu et Boris Pistorius, ont déclaré que le futur programme de chars nommé Système Principal de Combat Terrestre (SPCT) était en bonne voie et que d'autres pays avaient exprimé leur intérêt pour rejoindre l'effort franco-allemand.

Le SPCT est un système de systèmes construit autour d'un véhicule de combat lourd habité qui sera mis en réseau avec une variété de plates-formes externes. L'objectif du projet d'armement franco-allemand lancé en 2012 est de développer un nouveau char de combat qui remplacera le Leopard 2 dans l'armée allemande et le Leclerc dans l'armée française vers 2040. Le projet était initialement dirigé par l'une des deux principales industries allemandes de systèmes de défense terrestre, Krauss-Maffei Wegmann (KMW). L'autre, Rheinmetall, l'a rejoint en 2019. Du côté français, seul Nexter Systems est impliqué dans le SPCT qui a également pour vocation de garantir son interopérabilité avec d'autres systèmes de l'OTAN.

Cette conférence de presse s'est déroulée dans un climat de tensions suite à des allégations qui laissent présager de futurs projets allemands en matière de chars sans la France. Le programme EDF-2023-DA-GROUND-MBT initié par l'Union européenne, qui regroupe des industries allemandes, italiennes, espagnoles et suédoises, consistent en des appels d'offres visant à développer des futures technologies de chars de combat, capables d'une efficacité opérationnelle exceptionnelle. Berlin et Paris ont toutefois déclaré que cela ne constituait pas une menace pour le programme SPCT, mais plutôt une chance pour les États membres. Le budget du SPCT étant bien plus conséquent que celui d'EDF-2023-DA-GROUND-MBT, les parts de la France dans le SPCT s'élevant à 500 millions d'euros, Boris Pistorius a déclaré à Breaking Defense qu'« en fonction des résultats de ce projet [EDF], une intégration dans SPCT est même envisageable ».

Les retards du programme SPCT ont également été défendus par Sébastien Lecornu en affirmant qu'ils avaient été mis en veilleuse au profit du Future Combat Aircraft System (SCAF), une initiative franco-germano-espagnole-belge centrée sur un avion de combat de sixième génération. Le retard s'explique aussi par l'attente de l'approbation, par le Parlement français, de la loi de programme militaire qui garantit le budget de développement du SPCT. Ces retards et rumeurs ne semblent pas avoir entaché la détermination de l'équipe franco-allemande qui dit désormais accorder une « priorité absolue » au SPCT.